

Table des matières

Avant-propos	7
Maurice KRINGS	
Introduction	9
Françoise TULKENS	
Des questions existentielles	9
Les droits humains mis à l'épreuve	9
Des interrogations qui nous hantent	10
La voie de la dérogation ?	10
Des limitations strictement encadrées	11
« Un miroir grossissant »	12
Le vaccin des droits humains	12
Des contributions exemplaires	13
Confinement de la justice, audiences virtuelles et procédures écrites : atteintes disproportionnées au droit à un procès équitable ?	15
Jacques ENGLEBERT	
Introduction	15
Section 1. Le confinement de la Justice	17
§ 1. D'un confinement...	17
§ 2. ... à l'autre	19
§ 3. La pérennisation des mesures provisoires	20
Section 2. La procédure écrite	24
Section 3. La comparution personnelle par vidéoconférence et la « télé-audience »	29
§ 1. État des lieux	29
§ 2. Le recours à la vidéoconférence doit être considéré, au regard des principes essentiels du procès, comme étant en règle incompatible avec la notion de procès équitable	31
§ 3. La comparution virtuelle n'est pas un moindre mal, elle est un obstacle à la rencontre entre le justiciable et son juge	35
ANTHEMIS	133

§ 4. L'«audience numérique» civile ne peut pas remplacer l'audience	38
§ 5. L'avenir est incertain	44
Section 4. La numérisation de la Justice	46
Pouvoirs spéciaux et Covid-19 : une évaluation	53
Camille LANSSENS et Emmanuel SLAUTSKY	
Introduction	53
Section 1. Octroi et exercice des pouvoirs spéciaux en réponse à la crise sanitaire : un aperçu des habilitations concédées et de l'utilisation qui en a été faite durant l'année 2020	55
§ 1. L'octroi et l'exercice de pouvoirs spéciaux au niveau fédéral	57
A. L'impasse politique	57
B. Le contenu des lois d'habilitation du 27 mars 2020	58
C. L'exercice des pouvoirs spéciaux de mars à juin 2020	59
§ 2. L'octroi et l'exercice des pouvoirs spéciaux dans les entités fédérées	62
A. Les habilitations de pouvoirs spéciaux du printemps 2020	62
1. Un recours novateur mais de portée variable aux pouvoirs spéciaux	62
2. Le contenu des normes d'habilitation adoptées au sein des entités fédérées en mars et avril 2020	63
3. La mise en œuvre des premières habilitations de pouvoirs spéciaux dans les entités fédérées	66
B. Les habilitations de pouvoirs spéciaux de l'automne 2020	67
1. Un recours répété à la technique des pouvoirs spéciaux	67
2. Le contenu des normes d'habilitation adoptées au sein des entités fédérées en octobre et novembre 2020	68
3. La mise en œuvre des habilitations de pouvoirs spéciaux de l'automne 2020 dans les entités fédérées	70
§ 3. Pouvoirs spéciaux et consultation de la section de législation du Conseil d'État	71
Section 2. Le contrôle parlementaire des arrêtés de pouvoirs spéciaux aux différents niveaux de pouvoirs	74
§ 1. Le suivi parlementaire des habilitations de pouvoirs spéciaux de mars à décembre 2020	74

A.	Un contrôle diffus des arrêtés de pouvoirs spéciaux adoptés au printemps et à l'automne 2020	74
B.	Un contrôle centralisé de la mise en œuvre des habilitations législatives de mars 2020	75
§ 2.	La confirmation des arrêtés de pouvoirs spéciaux adoptés pour faire face à la première vague de la pandémie	77
§ 3.	L'organisation de commissions spéciales consacrées à l'évaluation de la gestion de la crise	81
Section 3.	Le contrôle juridictionnel des arrêtés de pouvoirs spéciaux	81
Conclusion		84
 La Convention européenne des droits de l'homme face au cercle vicieux de la précarité socio-économique en temps de Covid-19		87
Sarah GANTY		
Section 1.	Les personnes défavorisées plus durement touchées par la pandémie	88
§ 1.	Les facteurs endogènes	89
§ 2.	Les facteurs exogènes	90
Section 2.	Redistribution et interdiction de traitement inhumain et dégradant	93
Section 3.	Reconnaissance et non-discrimination	97
§ 1.	Le droit de la non-discrimination face aux problèmes de reconnaissance rencontrés par les personnes indigentes	99
§ 2.	La plus-value du droit de la non-discrimination dans la protection des personnes pauvres	102
A.	Prendre en compte la situation socio-économique dans l'examen du respect des droits fondamentaux	102
B.	Lutter contre la stigmatisation et les stéréotypes : un problème de reconnaissance	105
C.	La prise en compte de la situation dans son ensemble : l'intersectionnalité	107
Conclusion		110

La situation des migrant·es en période de confinement : analyse à la lumière des droits fondamentaux	111
Marie DOUTREPONT	
Introduction	111
Section 1. Accueil des demandeurs et demandeuses d’asile : les oublié·es du confinement	112
Section 2. Détention en centre fermé de personnes en séjour illégal : histoire d’un acharnement	119
Section 3. MENA : les enfants invisibles	123
Section 4. La tentation du bouc émissaire	125
Section 5. Une justice à deux vitesses, un confinement à son image	127
Conclusion	129